

Conseil de gouvernement du jeudi 20/09/2012



#### Adoption en Conseil de gouvernement d'un projet de décret relatif à la nomenclature marocaine des activités économiques

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a approuvé le projet de décret relatif à la nomenclature marocaine des activités économiques.

Ce projet (2-12-481), présenté par le ministre délégué aux affaires générales et à la gouvernance, a pour objectifs d'assurer la concordance avec les mutations qu'ont connues les critères internationaux relatifs à la production des statistiques économiques et sociales et avec la nouvelle classification mondiale adoptée par la commission des statistiques des Nations unies.

Ce projet englobe deux nouveaux secteurs. Le premier porte sur le secteur de l'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution, alors que le second est relatif au secteur de l'information et de la communication.

Afin d'être en phase avec ces mutations, un nouveau projet de classification des activités économiques a été élaboré, comprenant 21 sections et 88 branches (contre 17 sections et 59 branches dans la loi marocaine actuelle), compatibles avec ceux de la classification mondiale unifiée.

Le Conseil de gouvernement, après avoir pris note de la réponse de la Haute autorité de la communication audiovisuelle portant sur l'adoption des amendements apportés aux cahiers de charges de la Société nationale de la radiodiffusion et de télévision (SNRT) et de la société SOREAD-2M, a décidé d'adresser une lettre de réponse à la HACA.

Lors de cette réunion, des rapports ont été présentés sur le dialogue stratégique Etats unis-Maroc, le dialogue social avec les syndicats les plus représentatifs et sur la rencontre de la présidence du gouvernement et des ministres avec une délégation de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM).

#### Conseil de gouvernement : Adoption d'un projet de décret relatif à la suspension de la taxe d'importation sur le blé tendre

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret relatif à la suspension de la taxe d'importation sur le blé tendre.

Le projet retient la période du 1er octobre au 31 décembre 2012 pour la mise en application de cette mesure, dans le but de garantir l'approvisionnement régulier du marché intérieur en blé tendre et produits dérivés, indique un communiqué du ministère de la Communication, rendu public au terme de la réunion du Conseil de gouvernement.

Par ailleurs, le Conseil a reporté l'adoption du projet de loi relatif au contrôle et à la répression des infractions en matière d'urbanisme et de construction, qui vise le traitement des dépassements enregistrés dans ce domaine et la lutte contre la prolifération de l'habitat illégal.

Le Conseil a également reporté, à la prochaine réunion, l'examen du projet de décret complétant et modifiant le décret sur les dispositions relatives aux véhicules au titre du Code de la circulation routière. Les amendements concernent essentiellement la révision de l'âge limite de certains véhicules et d'autres aspects techniques.

#### Le Conseil de gouvernement adopte deux projets de loi et de décret relatifs au secteur de la santé

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement, M.

Abdelilah Benkirane, a adopté deux projets de loi et de décret relatifs au secteur de la santé.

Le Conseil a ainsi adopté un projet de loi no 92-12 portant modification de l'article 34 du Dahir du 02 décembre 1922 instaurant le régime d'importation, de commerce, de détention et d'usage des substances toxiques. Ce projet, présenté par le ministre de la santé, vise à permettre aux médecins de rédiger, et aux pharmaciens d'exécuter les ordonnances médicales prescrivant les médicaments et les préparations entrant dans la catégorie des produits anesthésiants toxiques à effet analgésique, pendant une durée de 10 jours pour les piqûres au lieu de 07 jours comme il est d'usage actuellement et de 28 jours au maximum pour ce qui est des comprimés et autres produits pharmaceutiques.

Cet amendement intervient, dans l'attente d'une réforme globale de la législation de 1922, pour mettre fin aux préoccupations manifestées à plusieurs reprises par le staff médical, qui se trouve dans l'incapacité d'alléger les souffrances des malades et de leurs familles, qui sont alors obligées de se rendre chez le médecin pour renouveler l'ordonnance médicale, sachant qu'il s'agit dans la plupart des cas, de maladies graves et chroniques, tel le cancer.

Le Conseil a par la suite adopté un projet de décret no 2-12-506 portant modification du décret no 2-99-651 du 06 octobre 1999 relatif au statut particulier du corps interministériel des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens dentistes. Ce projet intervient en conformité avec les dispositions de la loi 50-05 qui impose le concours en tant que moyen pour accéder aux fonctions publiques. Il s'inscrit également dans le cadre de l'exécution d'un accord signé le 05 juillet 2011 entre le gouvernement et les syndicats des fonctionnaires du secteur de la santé, particulièrement l'article relatif au recrutement des résidents engagés à travailler pendant 08 ans au moins au sein de l'administration publique après l'obtention du diplôme de spécialisation.

Le projet, présenté par le ministre de la santé, vise à adopter le concours comme principe pour le recrutement des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens dentistes spécialisés embauchés actuellement sur la base des diplômes. Il s'agit aussi de considérer le concours d'accès des étudiants en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire au service d'internat et le concours de leur accès au régime de résidanat aux CHU, comme étant des concours de recrutement des résidents médecins, pharmaciens et chirurgiens dentistes.

Le projet tend aussi à permettre aux résidents recrutés sur la base de leur engagement à travailler au sein d'une administration publique après l'obtention du diplôme de spécialisation, d'être intégrés dans leurs grades et avancés dans l'échelle et le grade au cours de la période de leur formation aux CHU, conformément aux mêmes conditions et modalités appliquées au reste des fonctionnaires du corps interministériel des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens dentistes.

#### **M. El Khalfi : la visite de Juan Mendez reflète la confiance du Maroc en sa capacité à respecter ses engagements**

La visite du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Juan Mendez, reflète la confiance du Maroc en sa capacité à respecter ses engagements internationaux, a assuré jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Cette visite, qui intervient sur invitation du Royaume, constitue "un précédent qui reflète la confiance du Maroc en sa capacité à respecter ses engagements internationaux et de traiter avec audace les questions et les dysfonctionnements constatés en matière des droits de l'Homme", a dit le ministre au cours d'un point de presse au terme du Conseil de gouvernement.

Le rapporteur spécial de l'ONU s'est déplacé en toute liberté et a visité des établissements pénitentiaires, des commissariats de police, des brigades de la gendarmerie royale et des centres de redressement, a-t-il expliqué, rappelant aussi ses rencontres avec les ministres concernés et les associations de défense des droits de l'Homme et sa visite dans les provinces sud.

Cette visite était également une occasion pour aborder les dossiers relatifs aux conventions internationales, la ratification et l'adoption desdites conventions, la mise en vigueur des recommandations de l'Instance équité et réconciliation et les mécanismes d'intervention dans les dossiers qui touchent aux droits de l'Homme, a ajouté M. El Khalfi, estimant que l'évolution positive de la relation du Maroc avec l'ONU consolide les efforts du Royaume pour la promotion des droits de l'Homme.

Juan Mendez est en visite au Maroc du 15 au 22 septembre, pour s'informer des actions entreprises pour promouvoir les droits de l'Homme dans le Royaume. Il a rencontré plusieurs représentants du gouvernement, du Conseil national des droits de l'Homme et des associations de la société civile.

#### **Les rapports d'arbitrage de l'IER ont force légale et ne favorisent pas une région au détriment des autres (ministre)**

Les rapports d'arbitrage de l'Instance équité et réconciliation (IER) relatifs à l'insertion sociale de plusieurs victimes des violations graves des droits de l'Homme "ont force légale et ne favorisent pas une région au détriment des autres", a affirmé jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Ces rapports peuvent inclure des dispositions qui s'avèrent en contradiction avec certaines législations, comme celles relatives à la limite maximale d'âge pour l'accès à la fonction publique, a indiqué M. El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, citant à ce propos le cas des victimes des violations des droits de l'Homme ayant été contraintes de quitter la fonction publique pendant une longue durée.

Répondant à une question portant sur les deux décisions rendues publiques par le chef du gouvernement relatives à l'insertion directe de personnes victimes des violations graves des droits de l'Homme, originaires des provinces du sud, le ministre a assuré que les rapports d'arbitrage de l'IER sont applicables à toutes les régions du Royaume sans distinction aucune.

En vertu de ces décisions, 17 personnes seront intégrées au ministère de la Justice et des libertés alors que 46 autres seront affectées aux collectivités territoriales, conformément aux recommandations et rapports d'arbitrage de l'instance.

#### Le premier round du dialogue avec les syndicats s'est déroulé dans un climat de franchise et de coopération (El Khalfi)

Le premier round du dialogue entre le gouvernement et les cinq syndicats les plus représentatifs s'est déroulé "dans un climat empreint de franchise, de satisfaction et de coopération", a souligné jeudi à Rabat le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, .

"Le dialogue a reflété une conscience collective quant à la conjoncture que traverse le pays et à la nécessité d'une action commune pour préserver les acquis et faire face aux défis", a déclaré M. El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue d'une réunion du conseil de gouvernement.

Les parties, a-t-il rappelé, se sont mises d'accord pour la mise sur pied de mécanismes de travail avec les partenaires sociaux au niveau de la présidence du gouvernement, mécanismes se rapportant au suivi, à l'intervention et au traitement des différentes questions soulevées. L'accent a été aussi mis, selon le ministre, sur le besoin d'oeuvrer au sein de commissions thématiques concernant les questions liées aux conflits du travail, aux libertés syndicales et à la protection sociale, dans la perspective de promouvoir un cadre de communication constructif et permanent avec les centrales syndicales.

Le ministre a également réitéré l'engagement du gouvernement à mettre en oeuvre les dispositions de l'accord du 26 avril 2011 que l'ancien gouvernement avait signé avec les syndicats, qualifiant de "fausses et dénuées de tout fondement" les informations rapportées par un journal et faisant état du caractère inapplicable dudit accord.

Les hommes d'affaires affiliés à la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) avaient eux-aussi fait part de leurs suggestions, mercredi lors d'une rencontre avec le chef du gouvernement et nombre de ministres, à propos de questions liées à l'administration, au climat des affaires, à la fiscalité, à l'urbanisme, aux demandes publiques et autres, a-t-il relevé, affirmant que cette réunion a été marquée par un dialogue "franc et direct".

Le gouvernement, a ajouté M. El Khalfi, a réitéré sa volonté d'agir en vue de faciliter l'activité de l'entreprise, d'encourager la production nationale, d'apporter des solutions appropriées aux problèmes auxquels font face les hommes d'affaires, d'œuvrer à promouvoir les opportunités d'investissement, avec à la clé des mesures concrètes et un partenariat solide prévoyant un mécanisme de suivi afin de surmonter les entraves à l'investissement.

#### M. El Ouardi s'engage à associer les professionnels de la santé à toute réforme

Le ministre de la Santé, Houcine El Ouardi, s'est engagé, jeudi, à associer l'ensemble des professionnels à toute réforme dans le secteur de la santé.

"Aucune évolution ne peut être obtenue dans le domaine de la santé sans la résolution des problèmes socioéconomiques des employés du secteur, qui exercent dans conditions très difficiles", a déclaré le ministre à la presse, en marge de la tenue du Conseil de gouvernement.

Le ministre a, d'autre part, qualifié d'incompréhensible et d'injustifiée la grève de deux jours qu'observent

les employés du secteur depuis mercredi, soulignant qu'une commission conjointe, englobant les syndicats ayant appelé à ce mouvement, examine en permanence les problèmes du secteur.

M. El Ouardi a exprimé son "étonnement" face au rejet par les grévistes de la décision permettant aux diplômés des instituts privés d'accéder au secteur public de la santé, rappelant la stipulation dans la Constitution de l'égalité des chances et l'article 33 de la loi portant statut de la formation professionnelle privée qui souligne que les diplômes reconnus par l'Etat confèrent à leurs titulaires les mêmes droits conférés, en vertu de la législation et de la réglementation en vigueur, aux titulaires des diplômes correspondants, délivrés par les établissements de formation professionnelle du secteur public.

Il a expliqué que les diplômés des établissements privés sont soumis au même programme pédagogique et passent la même période de formation (trois ans), affirmant son engagement à suivre ce sujet à travers la mise en place d'une commission chargée de constater les dysfonctionnements en vue de hisser le niveau des lauréats des instituts privés.

Sur un autre sujet, il a réitéré son attachement à la nécessité de la baisse des prix des médicaments, soulignant que la décision prise dans ce sens est "irréversible".